

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/11
10 septembre 2003

(03-4746)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ROYAUME-UNI

Déclaration de M. Mike O'Brien
Ministre du commerce, de l'investissement et des affaires étrangères

Nous allons être confrontés à un défi dans les jours qui viennent. Il faudra faire preuve de coopération, de vision politique et d'autorité.

Le succès du Programme de Doha pour le développement pourrait aider 300 millions d'individus dans les pays en développement à se sortir de la pauvreté.

Il ne sera pas facile d'amener 146 pays à se mettre d'accord.

Jusqu'à présent, nous avons vu les nations Membres définir leurs positions de négociation et s'y tenir. C'était tout à fait prévisible.

Après tout, nous venons de pays du monde entier dont les intérêts et les objectifs nationaux diffèrent.

Mais, dans les jours qui viennent, nous allons avoir besoin du courage et de la vision permettant de négocier une réconciliation des intérêts – un accord à offrir aux pauvres – pour maîtriser les difficultés de la mondialisation et accroître les possibilités pour le commerce international.

Certains disent qu'il vaut mieux que le cycle de négociations soit un échec s'ils n'obtiennent pas tout ce qu'ils exigent.

Ce faisant, ils abdiquent toute responsabilité.

C'est le progrès, et non l'intransigeance, que recherche le monde.

Ensemble, nous gagnons ou nous perdons à cette Conférence.

Il faut qu'il y ait au cœur du Cycle de Doha l'engagement partagé de faire en sorte que le système commercial multilatéral fonctionne pour les pays en développement.

Pour les peuples du monde entier, la mondialisation est une réalité indéniable.

La question est de savoir si la mondialisation peut être régie par des règles d'une façon qui profite à tous les peuples.

Cette Conférence nous offre la chance de donner une nouvelle impulsion au Cycle de Doha en renouvelant notre engagement en faveur du Programme pour le développement.

L'accord important auquel nous sommes parvenus sur les ADPIC et la santé publique il y a quelques jours démontre que, avec la volonté politique qui convient, des décisions difficiles peuvent être prises par les dirigeants politiques.

Nous, qui faisons partie des pays développés, avons une responsabilité particulière.

Bien que nous soyons les plus bruyants partisans d'un commerce plus libre, c'est souvent nous qui accordons le plus de subventions. Cela pénalise les contribuables et les consommateurs de nos pays et nuit pareillement aux pays pauvres. Il faut que cela change.

Les pays développés ont plus que les pays pauvres la capacité d'atténuer les souffrances que l'ajustement peut provoquer.

Nous devons être ambitieux pour parvenir à un accord. Un accord sur un cadre permettant de réduire fortement les subventions et les tarifs agricoles est indispensable pour la croissance des pays en développement.

L'Europe a déjà apporté sa contribution dans ce sens avec sa grande réforme de la PAC.

Cela signifie aussi un cadre ambitieux permettant de réduire les obstacles au commerce des produits non agricoles, surtout dans les secteurs qui importent pour les pays en développement.

Cela signifie parvenir à un accord sur un ensemble de mesures transitoires concernant le traitement spécial et différencié. Et cela signifie convenir d'une marche à suivre pour les questions de Singapour.

Parvenir à un accord entre les 146 Membres sur toutes ces questions sera une tâche ardue.

Mais c'est essentiel si nous voulons achever le Cycle pour le 1^{er} janvier 2005 et saisir les possibilités qu'il offre.

Un système commercial multilatéral, fonctionnant correctement, fondé sur le consensus et sur des règles exécutoires, offre à tous les pays, grands et petits, les moyens de saisir ces possibilités et d'accroître leur prospérité.

Si nous sommes incapables de trouver la volonté politique pour parvenir à un accord, nous affaiblissons l'institution – l'OMC – qui, par nature, donne aux peuples la capacité de relever les défis de la mondialisation. Une organisation qui – comme le démontrent les cérémonies d'accession du Népal et du Cambodge auxquelles nous serons heureux de participer ce soir – est encore très recherchée.

Si nous réussissons à parvenir à un accord ici, à Cancún, nous renforcerons le système de règles multilatéral dont nous bénéficions tous. Nous renforcerons les fondements de notre sécurité. Et nous contribuerons à favoriser la prospérité et les ouvertures dans le monde entier et, surtout, dans le monde en développement. Il y a trop longtemps que les pauvres de la planète attendent que les gouvernements conviennent de créer les possibilités économiques, les emplois et l'espoir dont ils ont besoin. Nous ne devons pas les décevoir.
